

Questions orales

[Français]

L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS
DOUANIERS ET LE COMMERCE

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre relativement aux derniers événements survenus dans le dossier du GATT. En raison des nombreuses inquiétudes des agriculteurs à l'égard des propositions agricoles, est-ce que le premier ministre peut nous assurer que le Canada continue à défendre la même position auprès du directeur du GATT, M. Arthur Dunkel?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, effectivement, notre position n'a pas changé et ne changera pas. Nous demandons encore que les négociations commerciales multilatérales apportent un éclaircissement et un renforcement de l'Article XI du GATT.

À cette fin, tous les députés savent fort bien qu'il y a certains commentaires de certains individus en provenance du Québec qui, pour des considérations partisanses, mesquines et malhonnêtes, cherchent à déformer la position du Parlement canadien et du gouvernement canadien. Ils aimeraient faire de la politique sur le dos des producteurs agricoles.

Le fait est que l'on a rencontré Jacques Delors pendant des heures pour faire avancer le dossier des producteurs québécois. J'ai rencontré le Président Mitterrand et le premier ministre des Pays-Bas, M. Lubbers, pour faire valoir, au nom de tous les députés de cette Chambre, l'importance vitale de cette question pour nos producteurs canadiens et québécois et le fait que nos politiques canadiennes actuelles n'ont pas pour effet d'ébranler le commerce international par voie de *trade distorting subsidies* pour en conclure à une concurrence déloyale; que c'étaient bel et bien des politiques valables au niveau national et international et que nos producteurs avaient besoin d'une défense vigoureuse de ces politiques. C'est précisément cela que j'ai fait, en tant que premier ministre du Canada, et que tous les députés de cette Chambre, à l'exception de quelques-uns, ont toujours fait.

[Traduction]

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, je voudrais dire au premier ministre qu'il n'a pas convaincu les producteurs laitiers du Canada. Lors de rencontres un peu partout dans le pays, on les a prévenus que le gouvernement est sur le point d'abandonner les offices de commercialisation.

Des milliers de producteurs de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Québec se préparent maintenant à envahir la colline du Parlement, à moins d'obtenir un engagement inconditionnel de la part du gouvernement et du premier ministre.

Au nom de la collectivité agricole du Canada, je voudrais demander au premier ministre s'il s'engagera de façon inconditionnelle et non équivoque à maintenir les offices de commercialisation du Canada et à abandonner tout projet d'appliquer le tarif douanier.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai été heureux de pouvoir soulever des questions au sujet de l'agriculture et des subventions qui faussent les échanges, lors du sommet du Groupe des 7, à Tokyo, en 1986. Nous défendons la cause des agriculteurs et, bien sûr, des consommateurs du Canada depuis maintenant six ou sept ans.

Dans ce contexte, en sept ans, nous avons accru de 650 p. 100 notre aide aux agriculteurs.

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Où?

M. Mulroney: Le député demande: «Où?» Je tiens à lui répondre: «Partout, y compris au Québec.» Le gouvernement a été juste et d'un énorme secours envers les agriculteurs.

En ce qui a trait aux problèmes qui entourent l'article XI, nous avons défendu très vigoureusement ces propositions et nous continuerons en ce sens. Nous sommes un des 108 pays signataires du GATT. Notre part du commerce international est légèrement supérieur à 3 p. 100, ce qui laisse 97 p. 100 entre les mains des autres signataires du GATT. Le défi est difficile à relever.

Notre engagement à défendre les intérêts des agriculteurs canadiens dans ce domaine est inébranlable. Avec le soutien de tous les députés de la Chambre, nous continuerons de défendre ces intérêts, mais nous avons besoin de votre appui. Nous savons qu'il plaît à certains députés de banaliser les choses. Ils se trouvent à l'arrière-plan, là-bas. Ils voudraient banaliser, dans leur propre partisan. . .

M. le Président: Le député d'Okanagan—Shuswap.

[Français]

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, comme on le sait, le Québec fournit 45 p. 100 de la production canadienne du lait. Cette question est donc très importante du point de vue économique, mais aussi très importante pour l'unité nationale.